

demandé instamment au gouvernement d'adopter. Je déclare que s'il l'adopte, monsieur l'Orateur, il aura notre appui. S'il le fait, ce sera la première fois que le gouvernement montrera qu'il ne veut pas diviser la société mais qu'il s'efforce plutôt de mieux répartir les richesses.

Le problème que pose ce programme n'est pas seulement de savoir qui en bénéficiera immédiatement, mais ce à quoi il faudra renoncer pour l'avenir. Le premier ministre dit qu'il s'inquiète vivement de l'avenir. Comment peut-il s'inquiéter de l'avenir quand tout est déjà décidé d'avance? On s'est fermé toutes les issues en engageant des dépenses de 2.3 milliards ou plus, ce qui comprend tous les revenus facultatifs, sans rien laisser pour d'autres programmes. Si quelqu'un se préoccupait, comme le font bien des Canadiens, au sujet de la sécurité dans les rues, qu'est-ce que le gouvernement actuel aurait à offrir? Rien. Les fonds sont déjà dépensés. Peut-être quelqu'un viendra-t-il demander si nous ne pouvons pas faire quelque chose pour les transports publics; nous vous posons donc la question suivante: que pouvons-nous faire pour améliorer les transports au Canada? Mais nous constatons que les caisses sont vides. Les biens hypothéqués ont été saisis. L'argent s'est envolé. Même notre avenir est hypothéqué et il ne nous reste rien.

Ils se sont bien engagés à faire quelque chose, monsieur l'Orateur, mais à présent ils ne savent plus comment s'en sortir. Ils vont essayer de se sortir du pétrin par tous les moyens et, en attendant, les seuls qui en souffriront, ce sont les Canadiens. Pour conclure sur la même note et, comme s'ils n'avaient pas été encore assez loin, ils projettent un programme dont les avantages sont mal distribués, et les principes économiques sans logique, et ils ont décidé de donner le coup de grâce. Voilà qu'ils parlent à présent de supprimer la Société centrale d'hypothèques et de logement. Non contents d'employer tous les fonds affectés à l'habitation, ils vont se débarasser de l'organisme même qui a servi jusqu'ici au gouvernement fédéral à s'assurer que des programmes de logement bien conçus pourraient bénéficier aux divers groupes sociaux, dans tout le Canada. Tout cela se fait, non pas au nom de la logique, mais de cette nouvelle religion, de cette nouvelle théologie qu'est la privatisation. On voit là un certain aveuglement qui se répand de plus en plus. On en est affligé lorsqu'on s'inquiète à tel point de ce qu'est le bien qu'on en oublie ce qu'est le bon. On pourrait se servir ici de multiples exemples. Citons les coupures apportées au programme Canada au Travail qui ont encore aggravé le chômage. Les réductions des prestations d'assurance-chômage et toutes ces compressions qui se font sur le dos de ceux qui sont le moins à même de se défendre.

**Une voix:** Ce sont les libéraux qui ont commencé.

**M. Axworthy:** Je dirai un mot d'une question qui, à mon avis, est encore plus surprenante. Elle est surprenante et peut-être paradoxale: c'est l'ouest du Canada que le gouvernement est en train de trahir. Voilà qui est surprenant car, depuis des années, c'est l'Ouest qui appuie les conservateurs. Ce sont les Canadiens de l'Ouest qui ont cru bon de dire et de penser que les conservateurs serviraient leurs intérêts. Les bancs des conservateurs sont remplis de députés venant de l'Ouest. Nous connaissons même certains députés conservateurs qui ont fait leur chemin à force de vilipender les gouvernements libéraux parce qu'ils oubliaient l'Ouest. Et à présent, alors que cette région du Canada est sur le point d'effectuer une percée

économique d'importance majeure, c'est le gouvernement conservateur qui lui met des peaux de banane sous les pieds.

Il a beaucoup été question à la Chambre de Petro-Canada, mais ce dont nous avons omis de parler, c'est ce que cette société représente pour les Canadiens de l'Ouest. Petro-Canada est la plus grande société pétrolière appartenant à des intérêts canadiens. Non seulement c'est la plus importante, mais c'est la seule située à Calgary, où elle emploie 2 000 personnes. Toutes les autres grandes multinationales auxquelles les députés d'en face font des courbettes sont situées dans l'Est. C'est la seule société pétrolière qui a investi des millions dans la recherche et le développement, qui a mis au point de nouvelles techniques de liquéfaction du gaz naturel et fait des forages dans l'Arctique. Ces travaux donnent à l'ouest du Canada l'occasion de mettre au point de nouvelles techniques qui pourraient s'appliquer dans le monde entier. Mais qui vend Petro-Canada? Ce sont les conservateurs de l'Ouest, qui trahissent ainsi les intérêts de leur propre région par manque de confiance en elle.

Je voudrais qu'ils retournent s'expliquer devant la population de là-bas et qu'ils expliquent leur trahison. Pour la première fois, nous sommes en mesure de créer une société industrielle dont les racines, les fondations et les activités sont dans l'Ouest du Canada, une institution susceptible d'encourager considérablement une multitude d'industriels indépendants de l'Ouest du Canada. Je vais vous donner un exemple. L'un des règlements régissant Petro-Canada prévoit que la société dispose d'une réserve de 25 p. 100 des terres de la Couronne. Jusqu'ici elle s'est servie de cette réserve de 25 p. 100 et l'a remise à de petites sociétés d'exploitation pétrolière de l'ouest du Canada qui n'avaient les fonds de mise en route dont disposent les grandes multinationales. Petro-Canada leur a demandé de se constituer en consortiums, à la suite de quoi elle leur a remis ces terres de la Couronne. Ce sont ces consortiums qui, pour la première fois depuis longtemps, sont autorisés à participer à l'exploitation de l'Arctique et de Terre-Neuve et à d'autres projets d'exploration pétrolière dans l'Ouest du Canada. C'est Petro-Canada qui leur permet de faire naître dans l'Ouest une nouvelle classe d'industriels. Le gouvernement actuel leur coupe l'herbe sous le pied. Toute mesure prise à l'encontre de Petro-Canada revient à trahir sur le plan économique des meilleurs intérêts de l'ouest du Canada. Cette trahison leur coûtera cher.

● (1500)

Les choses vont plus loin. En ce qui concerne le prix du pétrole, il y a le danger qu'une province en veuille à telle autre parce que celle-ci reçoit la manne pétrolière. Notre pays ne peut pas survivre si les disparités entre les provinces pétrolières et les autres ne cessent de s'accroître. Si le gouvernement aligne le prix du pétrole sur les cours mondiaux, il en résultera une hémorragie de 460 millions pour l'économie de ma province, le Manitoba, et nous ne pourrions survivre à un tel manque à gagner. Si le premier ministre pense que Peter Lougheed va accepter un partage différent des recettes pétrolières, il n'a pas lu les bons journaux ni écouté les bons discours parce que M. Lougheed a dit haut et fort que cela ne l'intéressait nullement. Il veut que les profits pétroliers restent dans une province et une seule.